

## **Réaction à un article sur le site de «Capital»**

### **Désinformation un jour, désinformation toujours!**

Avec une certaine presse, nous ne sommes jamais déçus...puisqu'au fil des saisons elle nous ressort ce qui est dénommé dans le jargon journalistique des « marronniers ».

Il en est ainsi des différents classements « Universités – Hôpitaux ... » ou les 100 plus riches « de France, du monde » . Capital, avec son édition mensuelle et son site internet a un « marronnier » préféré dans son jardin: les fonctionnaires !

Pas un mois sans son article anti Service Public, anti agents publics : trop payés, trop nombreux, gaspilleurs, fainéants avec leur à peine 35h, privilégiés avec leur régime de retraite et leur statut, etc...

Le 13 août dernier, sur le site du journal, un article n'échappe pas à la règle avec un titre tout en nuances : « *Six avantages dingues dont bénéficient les fonctionnaires ou les élus* ».

Passons sur le mélange des genres entre agents publics et représentants des citoyens.

Ces exemples sont censés démontrer le gaspillage de l'argent public donc celui des impôts du contribuable.

Parmi les exemples développés : les séjours vacances offerts par l'EPAF aux agents de Bercy et le parc de logements de la Masse des douanes.

Évidemment, l'article se résume à quelques lignes et comme l'enquête n'est ni plus ni moins qu'un condensé de ce qui est paru dans des rapports officiels (de la Cour des comptes pour ne citer que le dernier), la caricature bat son plein.

L'article résume l'intégralité de la subvention de l'EPAF (en mentionnant un chiffre erroné) aux locations de séjours vacances pour adultes, alors que une grande majorité de celle-ci est utilisée au bénéfice des seules colonies de vacances et séjours pour les enfants.

L'omission que ces séjours pour adultes ou enfants sont octroyés en fonction du revenu du foyer fiscal, est bien entendu tout sauf fortuite !

Est-ce un si grand privilège d'avoir, au même titre que toute entreprise ou collectivité locale, une action sociale ministérielle qui permette de venir en soutien à ses personnels ?

Quant aux logements octroyés aux agents des douanes par l'Établissement Public, contrairement aux propos de l'article, le parc immobilier de la Masse des Douanes n'a cessé de se réduire au fur et à mesure de la suppression des emplois et des implantations dans cette administration.

Encore aurait-il fallu que le journaliste fasse une enquête d'investigation sérieuse et documentée !

Est-ce un privilège d'avoir accès à un logement à Tremblay en France ou Sarcelles quand un agent démarre sa carrière en Ile de France ?

Est-ce outrecuidant d'avoir un loyer modéré quand la première affectation est à la frontière Suisse où, c'est bien connu, l'accès à l'immobilier est bon marché ?

L'action sociale dont bénéficie les agents de Bercy ne leur pas été octroyée généreusement par les gouvernements successifs, mais bien souvent gagnée au prix de longs combats sociaux.

**FO Finances s'honore d'avoir été aux côtés des agents dans ces luttes et se battra demain comme hier pour conserver une action sociale ministérielle de haut niveau.**

Paris, le 23 août 2017